



**Candidat de la République Islamique de
Mauritanie au poste de Secrétaire
Général de l'Union Africaine
des Télécommunications (UAT)**



Mohamed Ahmed Ould Abderrahmane

« Transformer l'Afrique par le numérique en toute confiance »



Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, en exécution des instructions de Son Excellence le Président de la République M. **Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani** œuvre pour le développement des Technologies de l'Information et de la Communication comme levier de croissance.

Dans « **Mes engagements pour la Patrie** », Son Excellence le Président de la République, a proposé à la Nation mauritanienne une vision aux ambitions nouvelles où la connaissance, le numérique et l'innovation sont appelés à jouer un rôle moteur » - **29 juillet 2021**.

Considérant l'importance du secteur numérique dans les politiques et stratégies mondiales, et au regard des grands espoirs fondés sur ce secteur pour relever les défis du continent africain et accélérer sa transformation socio-économique, l'Union Africaine des Télécommunications est d'une importance capitale dans le coordination et leadership dans ce domaine. Conformément à cette vision stratégique de notre pays, fondée sur la prise de conscience de l'importance de ce secteur et du rôle essentiel joué par l'Union Africaine des Télécommunications (UAT) dans sa gouvernance, le Gouvernement a décidé de présenter la Candidature de Monsieur **Mohamed Ahmed Ould Abderrahmane** comme Secrétaire Général de cette organisation.

Le candidat a une forte implication dans la conception et la mise en œuvre des stratégies et politiques sectorielles nationales dans le domaine du numérique, tant dans leurs dimensions techniques, politiques, législatives, réglementaires que managériales. Il a une expérience pionnière marquée par une implication dans diverses stratégies et initiatives sectorielles aux niveaux international, africain et arabe.

De plus, le candidat est doctorant en télécommunications et chercheur dans le domaine juridique avec une excellente connaissance de la politique et du développement des TIC. Il est également soutenu par ses compétences professionnelles, ses connaissances transversales et sa personnalité dynamique, ouverte, engagée, honnête et rigoureuse.

Le profil du candidat se résume comme suit :

1) Formations académiques

- DEA en télécommunications à l'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tunis (ENIT),
- Maîtrise en droit public de l'Université de Nouakchott,
- Doctorant en télécommunications au Laboratoire Réseaux et Télécoms (LIRT) de l'Ecole Polytechnique (ESP) de Dakar

2) formations et perfectionnements :

- Formation sur la gestion de projets, les bonnes pratiques
- Formation sur le leadership, la gestion des équipes, les techniques de prise de décision et la conduite du changement
- Formation en finance pour les cadres supérieurs
- Formation sur la gestion des risques d'exécution de projet
- Formation sur les procédures nationales et celles de la Banque mondiale et de la BEI relatives à la passation des marchés
- Formation sur la gestion des télécommunications dans le nouvel environnement
- Formation sur la réforme, la réglementation postale et les études de marché

3) Cursus professionnel évolutif et diversifié :

- Conseiller technique en charge des TIC et du secteur postal,
- Conseiller en charge de la communication,
- Coordonnateur de projets et de programmes,
- Président et membre de plusieurs commissions, comités et groupes de travail,
- Chargé de mission,
- Secrétaire général par intérim.

4) Connaissance approfondie des thématiques

et enjeux du secteur numérique au niveau régional et international en sa qualité de point focal des organisations et institutions internationales et régionales actives dans ce secteur ainsi que par sa participation à plusieurs conférences, colloques, symposiums, forums, ateliers et séminaires, organisés par des organisations et institutions internationales et régionales de renom telles que l'UIT, l'ATU, la GSMA, l'UPU, etc...

5) Membre de plusieurs conseils d'administration et point focal de plusieurs institutions

actives dans le secteur numérique au niveau international et national :

- Arabsat,
- Organisation arabe des TIC (AICTO),
- Organisation africaine des télécommunications par satellite (RASCOM),
- Organisation internationale de télécommunications par satellite (ITSO),
- Union du Maghreb Arabe (UMA),
- Ecole Multinationale des Télécommunications (ESMT-Dakar),
- Mauritel (1er opérateur en Mauritanie),
- TDM (diffuseur en Mauritanie),
- Mauripost (opérateur postal en Mauritanie)

Vision du candidat

Slogan : « Transformer l'Afrique par le numérique en toute confiance »

Résumé :

L'Afrique dispose d'un fort potentiel dans le domaine du numérique, notamment du fait de sa position géostratégique. Des progrès majeurs sont nécessaires pour généraliser les usages numériques et développer une industrie numérique impactante.

La transformation numérique de l'Afrique est en marche, elle entraîne des changements dans tous les secteurs économiques et des avancées sociales très attendues. Le continent a enregistré les taux de croissance les plus élevés au monde pour plusieurs indicateurs de croissance du marché des télécommunications.

Selon les différents index numériques internationaux et par rapport aux autres continents, l'Afrique dispose d'un potentiel d'amélioration important.

La transition du continent africain vers une économie numérique, notamment en réponse aux défis posés par la crise du COVID-19 et dans le but de développer une résilience économique à long terme propice à l'inclusion, nécessite un engagement fort de l'Union Africaine des Télécommunications qui est l'Agence continentale en charge de ce secteur.

La promotion du secteur de l'économie numérique en Afrique améliorera la qualité des services de base, renforcera la transparence et la responsabilité du secteur public et contribuera à un environnement favorable aux droits de l'homme. La transformation numérique peut améliorer la prestation des services publics, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, des finances et de l'agriculture, à un moment où la pandémie de COVID-19 frappe durement tous les secteurs de l'économie. La transition vers une économie numérique modifie la façon dont les gens interagissent en améliorant l'efficacité des activités de développement et en fournissant de nouvelles solutions dans tous les secteurs, avec des avantages économiques significatifs tout en renforçant la résilience et en générant une croissance économique significative.

Politiques africaines :

En 2019, l'Union africaine a présenté la Stratégie de transformation numérique pour l'Afrique (2020-2030), basée sur des initiatives antérieures, après consultation de multiples parties prenantes de l'écosystème numérique en Afrique. Parmi ces parties prenantes figurait l'Union africaine des télécommunications. Conformément à l'Agenda 2063 de l'Afrique et aux objectifs de développement durable, cette stratégie vise à transformer les économies africaines et à favoriser leur intégration en stimulant une croissance inclusive grâce aux technologies numériques et à l'innovation.

Contexte macroéconomique :

La crise économique et sanitaire déclenchée par la pandémie de COVID-19 a durement touché l'Afrique subsaharienne. Le Fonds monétaire international (FMI) a mis à jour ses projections de croissance en juin 2020 : il estime désormais que le PIB réel par habitant devrait se contracter de plus de 4 % et que le chômage devrait continuer à augmenter. Compte tenu de la faiblesse des systèmes de santé de la région et d'autres vulnérabilités sous-jacentes, les effets sur la santé pourraient augmenter. Le secteur de l'économie numérique fait souvent preuve d'une plus grande résilience.

En Afrique, la tranche d'âge des 10-24 ans est la plus importante au monde : elle représente ainsi quelque 32 % de la population du continent (et compte notamment plus de 200 millions de 15-24 ans). La capacité productive du continent va exploser dans les années à venir grâce à cette offre de travail supplémentaire, qui bénéficie d'un niveau d'éducation de plus en plus élevé : l'Unesco estime que la proportion des 20-24 ans diplômés du secondaire devrait passer de 42 % à 59 % au cours des 20 prochaines années.

La transition vers une économie numérique :

L'utilisation des technologies numériques transforme les économies et les sociétés à une vitesse et à une échelle sans précédent, créant un immense potentiel géopolitique, commercial et socio-économique, mais elle s'accompagne également de défis qui doivent être relevés.

Selon l'étude menée en 2018 par l'Union internationale des télécommunications, une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit mobile dans les économies à faible revenu entraîne une augmentation de 2 % du PIB. En Afrique subsaharienne en particulier, une augmentation de 10 % de la pénétration du haut débit mobile devrait entraîner une augmentation de 2,5 % du PIB. Plus les personnes et les objets sont connectés de manière sécurisée et fiable, plus le continent crée de données qui génèrent des analyses exploitables, considérées comme la ressource la plus précieuse du 21e siècle.

Meilleures pratiques pour la sécurité dans un monde numérique :

Les outils numériques offrent des possibilités de dématérialisation pour les économies africaines et permettent le déploiement de nouveaux modèles. L'e-gouvernement renforce les démocraties du monde entier en favorisant une plus grande responsabilité envers les citoyens. Pour en tirer le meilleur parti, la chaîne de valeur de l'économie numérique doit être protégée par la mise en œuvre de solides politiques de cyberdéfense et de bonnes pratiques en matière de cyber-sécurité.

Le renforcement de l'économie numérique accroît la nécessité d'envisager et d'investir dans la sécurité. Le maintien de la confiance dans le cyberspace est une condition préalable à l'exploitation du potentiel de l'économie numérique.

Engagement du Candidat :

Fort de son potentiel humain, matériel et géostratégique, l'Afrique peut émerger grâce au numérique. Animé d'une volonté ferme et d'un fort attachement à notre continent africain, le candidat s'engage à piloter les réformes nécessaires et à coordonner les actions et à se mettre à la disposition de tous les pays et de toutes les parties prenantes pour réussir en toute sécurité la transformation numérique continent.

Mohamed Ahmed Ould Abderrahmane